

LOI IMMIGRATION EN FRANCE

Macron ouvre un boulevard pavé d'or à Le Pen

Fabien Grasser

En incluant la « préférence nationale » dans sa loi immigration adoptée en décembre, Emmanuel Macron a offert une « victoire idéologique » au Rassemblement national de Marine Le Pen. Ce texte illustre le glissement du président français vers l'extrême droite, dont il adopte les idées, y compris sur la question des violences faites aux femmes.

« Basculement » : c'est par ce seul mot qu'Olivier Faure a résumé son sentiment au lendemain de l'adoption par l'Assemblée nationale française de la loi immigration, le mardi 19 décembre. Pour le secrétaire général du Parti socialiste, il s'agit d'un « renoncement par le président de la République à tous les principes qui ont fondé notre pays depuis la Révolution et c'est aussi la fin du barrage républicain qui a permis à Emmanuel Macron d'être élu deux fois ». Ce constat est partagé par toutes les forces politiques de gauche, par les défenseurs des droits humains et par des centaines d'associations qui travaillent au plus près des migrant-es et des personnes défavorisées. Même le patronat n'en voulait pas : « D'ici 2050, nous aurions besoin, sauf à réinventer notre modèle social et économique, de 3,9 millions de salariés étrangers », avait alerté, à quelques heures du vote, Patrick Martin, président du Medef.

La loi immigration voulue à tout prix par Emmanuel Macron est le 117e texte adopté sur le sujet depuis 1945, selon un décompte effectué par « Le Monde ». Mais jamais aucun gouvernement n'était allé aussi loin dans la discrimination et dans la répression des étrangers et étrangères. Ce texte est parmi les plus durs en Europe, alors que le thème de l'immigration gangrène désormais le débat politique dans la plupart des pays, à l'exemple de l'Allemagne, de l'Italie ou du Royaume-Uni. Cette loi aux relents xénophobes cède sur les grands principes universalistes attachés à

la France. Il accrédite les thèses défendues par l'extrême droite sur le « grand remplacement », alors même que l'Hexagone est l'un des pays européens à accueillir le moins de migrant-es, proportionnellement à sa population.

Au cœur de la loi se trouve la « préférence nationale », revendiquée depuis plus de quarante ans par la famille Le Pen – et ripolinée en « priorité nationale » par la fille du patriarche. Le texte impose un délai de cinq ans, ou trente mois pour les salarié-es, aux étrangers et étrangères pour accéder aux aides sociales jusqu'à présent universelles : allocations familiales, allocation personnalisée d'autonomie, droit et aide au logement. Il met également fin à l'automaticité du droit du sol, disposition que même le régime de Vichy avait conservée. La loi introduit la déchéance de nationalité pour les binationaux et binationales coupables du meurtre d'un membre des forces de l'ordre. Elle durcit considérablement les conditions du regroupement familial. À l'avenir, les sans-papiers seront aussi exclu-es des hébergements d'urgence, une mesure contrevenant notamment aux droits des enfants, s'insurge la Ligue des droits de l'homme. Le texte impose encore le versement d'une caution aux étudiants et étudiantes non communautaires, somme destinée à financer leur éventuelle expulsion à la fin de leurs études.

Méchant avec tout le monde

Si le texte ne va pas aussi loin que l'exigeait le RN, il en consacre la « victoire idéologique », selon les propres mots de Marine Le Pen, hilare face aux caméras, quelques minutes après le vote. Pour la patronne de l'extrême droite française, cet épisode participe à la dédramatisation de son parti et déroule encore un peu plus le tapis rouge qui, espère-t-elle, lui ouvrira la voie de l'Élysée en 2027.

Lorsqu'il avait présenté la première mouture de sa loi, le très droitier ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, se prévalait d'un texte équilibré, « gentil avec les gentils et méchant avec les méchants ». Il visait notamment la régularisation des sans-papiers occupant des postes dans les métiers en tension. La disposition a disparu. Censé combattre l'immigration irrégulière, le texte est finalement méchant avec tout le monde, établissant un contrôle sécuritaire et policier sur les migrant-es déjà présent-es en France, y compris ceux et celles en situation régulière. Pour la défenseuse des droits, Claire Hédon, il aura des « effets redoutables de précarisation des personnes présentes sur notre territoire, au détriment de la cohésion sociale », selon une note qu'elle a publiée en amont du vote.

Ce résultat est le fruit d'un « compromis » politique entre les macronistes et les Républicains (LR). Privé de majorité absolue au parlement, le chef de l'État a cruellement besoin du vote de leurs 62 député-es pour imposer son agenda néolibéral. Sous la houlette de LR, le texte n'a cessé d'être durci, après avoir été, une première fois, rejeté lors d'un vote le 12 décembre.

Dépassé dans les urnes par le RN et sous la houlette de son président, Éric Ciotti – désormais surnommé « le petit chef de la petite droite » –, LR espère reconquérir son électorat perdu en collant au programme de l'extrême droite. Ce calcul est aussi celui d'un Emmanuel Macron dénué de convictions profondes et dont la seule boussole semble être les manœuvres tactiques à même de maintenir son fragile pouvoir. Sur le plateau de « C à vous », émission de France 5 dans laquelle il s'est invité le 21 décembre, le président a affirmé que cette loi est le « bouclier qui nous manquait » pour assurer la sécurité de la population, mais aussi le meilleur rempart contre l'extrême droite. L'on sait pourtant depuis 40 ans que cela ne fonctionne

pas : combattre les Le Pen en reprenant leurs idées ne fait que renforcer leur légitimité, selon le principe d'un électorat privilégiant « l'original à la copie ».

Standing ovation du Rassemblement national

Après avoir claironné qu'il ne voterait pas le texte, l'état-major du RN a tourné casaque à quelques heures du scrutin, refermant le piège sur Emmanuel Macron, alors que son propre camp s'est divisé sur le sujet. Sur les 259 député-es Renaissance, Modem et Horizons qui composent sa majorité relative, 27 ont voté contre et 32 se sont abstenus, soit plus d'un cinquième des troupes. Sans le vote favorable des 88 député-es RN, la loi ne passait pas. La fin de la séance parlementaire du 19 décembre a, de ce point de vue, livré une image aussi désolante que désastreuse, quand l'ensemble des élu-es d'extrême droite a offert une standing ovation au gouvernement d'Élisabeth Borne. À l'autre bout de l'hémicycle, député-es LFI, PS, communistes et écologistes brandissaient des affiches proclamant « Liberté, égalité, fraternité », la devise de la République, désormais sérieusement ébréchée.

Le vote de cette loi a secoué la Macronie, mais ne l'a pas déstabilisée, du moins pas immédiatement. Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, a démissionné et six autres ministres ont menacé d'en faire autant, avant de se raviser. Par ailleurs, les 32 départements dirigés par la gauche, dont celui de Meurthe-et-Moselle, ont annoncé qu'ils n'appliqueront pas la loi sur la compétence les concernant, à savoir l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Celle-ci permet aux personnes âgées en situation de dépendance de couvrir une partie des frais pour leur maintien à domicile. La part destinée aux étrangers et étrangères avoisine à peine 1 % des versements de cette allo-

Donald Trump et Emmanuel Macron à l'Élysée en 2017. En apparence, tout sépare les deux hommes, mais dans le fond ils partagent la même conception autoritaire du pouvoir, la même aversion pour la délibération démocratique et, désormais, le rejet des immigré-es et la défense des prédateurs sexuels.

cation. De façon plus générale, les économistes constatent que l'ensemble de ces restrictions aux aides sociales ne permettra en aucun cas d'augmenter celles des Français-es, comme l'avance l'extrême droite. Mais pour le chef de l'État, faits et chiffres sont de peu d'importance dans cette affaire.

Mal à l'aise malgré tout, le gouvernement et le président jugent que le texte ne survivra pas en l'état, car ses articles les plus polémiques sont contraires à la Constitution. Il reviendra donc, in fine, au Conseil constitutionnel d'arbitrer selon le droit français. Emmanuel Macron et sa première ministre ont ainsi présenté un texte dont ils connaissaient pertinemment l'inconstitutionnalité. La démarche est irresponsable à plus d'un titre et fournit de nouveaux arguments au RN et à LR, qui plaident pour une réforme profonde de la Constitution afin d'y inclure la « priorité nationale » et d'autres dispositions ouvertement xénophobes et racistes.

Pour Emmanuel Macron, cet épisode s'inscrit dans la droite ligne d'une dérive autoritaire, suivie depuis le mouvement des Gilets jaunes, pour couper court aux contestations sociales, qu'il traite par une réponse exclusivement répressive. Il s'inscrit encore dans le recours abusif au très antidémocratique article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire adopter une loi sans débat et sans vote sur le fond. Depuis la réélection d'Emmanuel Macron, il y a 18 mois, le gouvernement l'a utilisé 20 fois. Un record.

On est en tout cas bien loin du jeune président qui, à peine élu en 2017, se posait en héraut européen du libéralisme politique, face à l'illibéralisme d'un Viktor Orban ou d'un Donald Trump. L'action mise en œuvre sur le terrain politique et social s'avère toutefois à l'opposé des belles déclarations d'intention. Emmanuel Macron avait promis de faire obstacle à l'extrême droite et avait rallié l'électorat de gauche aux seconds tours



PHOTO : DAN SCANTINO JR / WIKI COMMONS

des présidentielles de 2017 et 2022, pour empêcher l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen. La gauche voulait faire barrage au RN en votant Macron, mais celui-ci en a finalement adopté les idées dans une forme de fascisme rampant. Sans aucun scrupule, comme le montre la suite.

Macron et les prédateurs sexuels

Face au tollé suscité par la loi immigration jusque dans ses propres rangs, le président a allumé un contre-feu, lors de son interview du 21 décembre sur France 5. Il y a ouvertement pris la défense du comédien Gérard Depardieu, mis en examen pour viol et contre lequel les témoignages d'agressions sexuelles s'accumulent ces dernières années. Dix-sept femmes dénoncent son comportement de prédateur et trois d'entre elles ont porté plainte pour viol. Le cas de l'acteur s'est aggravé début décembre, avec la diffusion de « La chute de l'ogre », un numéro de « Complément d'enquête », sur France 2. Filmé lors d'un déplacement à Pyongyang où il était invité aux célébrations des 70 ans de la Corée du Nord, en 2018, Gérard Depardieu sexualise notamment une fillette d'une dizaine d'années qui fait

du cheval ou vante la « poutre » dans son caleçon...

Pas de quoi émouvoir Emmanuel Macron, qui tient là un sujet clivant à même de faire le buzz. Le président se fait l'avocat du comédien au nom de la présomption d'innocence et, surtout, au titre de sa contribution au rayonnement culturel de la France. Pour le chef de l'État, le pays doit être « fier » de Gérard Depardieu, un « monstre sacré », auquel il conviendrait d'accorder une forme d'immunité. Emmanuel Macron n'a en revanche eu aucun mot pour les victimes, qui voient ainsi mis douloureusement leurs témoignages en doute.

Ces arguments masculinistes sont parfaitement identiques à ceux avancés depuis des mois par l'extrême droite en faveur de Gérard Depardieu. Le 21 décembre, Emmanuel Macron est allé jusqu'à accréditer la thèse d'un bidonnage du reportage de France 2, reprenant à son compte la théorie complotiste diffusée par l'empire médiatique de Vincent Bolloré. L'affirmation a, depuis, été contredite par un constat d'huissier diligenté par la chaîne publique.

Une attitude pas vraiment reluisante pour un président qui prétend faire de la lutte contre les violences

faites aux femmes une priorité de son second quinquennat. Mais en réalité, cela n'est pas si surprenant et s'inscrit, là encore, dans une certaine continuité. Le chef de l'État avait usé de la même rhétorique sur la présomption d'innocence pour maintenir en poste Nicolas Hulot et Damien Abad, deux ministres accusés de viol, au cours de son précédent mandat. La France est par ailleurs actuellement à la manœuvre pour limiter l'étendue de la première directive européenne sur les violences faites aux femmes. Avec Berlin et Budapest, Paris bloque une définition commune du viol, fondée sur le non-consentement de la victime.

Application brutale d'un programme néolibéral, mépris de la démocratie, haro sur l'immigration, défense des prédateurs sexuels : sur le fond, rien ne distingue vraiment le président français des baroques dirigeants populistes d'extrême droite au pouvoir dans d'autres parties du monde. Il est juste plus policé, plus lisse. Finalement, Macron, c'est Trump, l'outrance et l'obscénité en moins.